

# SUR L'IMMIGRATION

Ottawa, 9 janvier.

Quelles sont les perspectives d'immigration pour les prochaines années? Grande question, que tout le monde se pose et à laquelle les ministres peuvent feindre d'avoir trouvé une réponse rassurante, mais que le temps seul pourra résoudre. Si M. Calder disait quelque chose il affecterait sans doute une grande confiance, mais il est plus prudent et ne s'engage pas. Il doit cependant avoir en tête tout un projet d'inspiration siftonienne, dont les cadres doivent même être déjà prêts à recevoir le mécanisme destiné à convertir les Européens en bons et valables colons canadiens; mais on n'en entend pas parler, cependant que déjà beaucoup de gens s'inquiètent et se demandent si vraiment on réussira à faire monter beaucoup le chiffre de notre population, c'est-à-dire à diminuer la proportion de la dette publique reposant sur chacun.

Un journal de l'Ouest, le "Post" de Regina, se montre franchement pessimiste, et l'on sait que la Saskatchewan est peut-être celle des provinces où se fait le plus vivement sentir le besoin d'augmenter la population. "De même, dit ce journal, que nos lois d'immigration ont besoin d'être révisées, de même les nations européennes accorderont à cette question une attention beaucoup plus suivie et plus scientifique. Il ne sera pas besoin immédiatement de lois restrictives empêchant leurs nationaux de s'éloigner, car la reconstruction des parties dévastées de l'Europe emploiera pendant quelques années toute la main-d'oeuvre rendue disponible par la démobilisation; mais après? Croit-on que les divers pays verront d'un bon oeil le départ de milliers de personnes, de familles pour les rives de l'Amérique? L'exemple que donne la Grande-Bretagne est bien de nature à détromper ceux qui seraient portés à se bercer de cette illusion."

L'auteur de cet article explique ensuite les termes d'une loi que l'on est à discuter aux Communes anglaises, en vertu de laquelle à chaque bureau de vente de billets pour les pays transatlantiques il y aura un représentant des "autorités centrales d'immigration", lesquelles exigeront de viser au préalable toute propagande pouvant être faite par le Canada ou tout autre partie de l'Empire. En résumé, c'est l'adoption des mesures prohibitives qui avaient cours en France dès avant la guerre.

Cette perspective n'est pas du goût des tenants de la politique de la *British colonisation* ayant pour but de noyer l'élément canadien de langue française; aussi le *Post* fait-il entendre un long gémissement: "Une pareille politique, dit-il, ne devrait pas être laissée à l'initiative d'un simple département officiel; elle est assez importante dans ses conséquences pour ne relever que du gouvernement britannique lui-même. Le Canada ne pourra jamais protester trop haut contre ce projet."

Voilà pour la "mère-patrie" et le noyau central des *Britannic States*; on voit que les perspectives n'y sont pas des plus encourageantes. Elles ne sont guère meilleures en France, où l'on aura besoin de main-d'oeuvre au point d'utiliser non seulement celle du pays même, mais encore tout ce qu'on pourra trouver en Italie, par exemple, "ce qui nous ferme une autre source possible. De la Belgique, il ne faut pas parler, tant de travail se présentant à sa population, et quant à l'Allemagne et à l'Autriche, les pertes humaines causées par la guerre y ont également creusé des vides tellement grands dans le matériel humain que les pouvoirs publics prendront des mesures strictes pour canaliser et limiter le peu de courant migrateur qui pourrait s'y faire sentir. La partie ne sera vraiment pas rose pour les agents recruteurs du gouvernement canadien, et le contribuable de notre pays ne peut pas tirer beaucoup d'espoir en l'apport de groupes nombreux venus prendre leur part du fardeau de nos taxes. On a déjà vu que le contraire menace de se produire, et que beaucoup de nos demi-assimilés de l'Ouest se préparent à retourner dans leurs pays d'origine, probablement pour n'en pas revenir pour peu qu'ils y trouvent de l'emploi, ce qui n'est guère douteux; et cela n'est pas pour rendre notre avenir plus rose. Notre ministre de l'Immigration a évidemment de la besogne à accomplir pour justifier son titre et son emploi.

\* \* \*

A propos de la famille Sifton, le *Telegram*, de Winnipeg, qui lui fait plutôt la guerre, jette un cri d'indignation à propos d'une récente dépêche de M. Dafeo, censé représenter à Versailles le Directeur de l'Information publique, mais n'en étant pas moins, en temps ordinaire, directeur de la *Free Press* dont le propriétaire est M. Clifford Sifton, ce qui permet au *Telegram* de dire que c'est moins le peuple canadien que la famille Sifton que M. Dafeo représente là-bas aux frais du pays.

Or, ce journal fait remarquer que dans sa dépêche relative aux élections anglaises, M. Dafeo manoeuvre pour créer l'impression que le peuple anglais a manifesté fortement le désir de mettre fin au système des partis politiques. Interprétation arbitraire, déclare le *Telegram*, et qui n'a été donnée au verdict anglais par aucun journal américain ou canadien jusqu'ici. L'intention de M. Dafeo serait donc évidemment de répandre cette impression au Canada, afin d'aider à "*Sir Clifford Sifton's Union Government in Canada*", en dépit du fait que le correspondant qui fait cette besogne siftonienne est en réalité payé par le peuple canadien pour le renseigner sur le cours des

négociations de paix du congrès de Versailles. De toutes les manoeuvres dont on aura été témoin sous l'unionisme, conclut le journal de Winnipeg, le voyage de M. Dufour compta parmi les plus méprisables."



Le président du conseil de recherches scientifiques et industrielles, M. McCallum, vient de publier un résumé du travail accompli pendant l'année, travail qui a plutôt affecté la nature d'une préparation lente et graduelle des projets poursuivis, dont le plus immédiat est la création de laboratoires réunis sous le même toit, dans la capitale même. Les universités et les maisons d'industrie y coopéreraient pour assurer l'avancement des connaissances scientifiques dans les domaines industriel et commercial, et les résultats considérables obtenus ailleurs permettent d'espérer de bons résultats de cette centralisation des recherches et des études. L'édifice nécessaire coûterait environ un demi-million, ce qui donne une idée de la somme qui sera demandée à la prochaine session du Parlement. Les grands pays nous donnent l'exemple sous ce rapport, et il est à croire que les représentants du peuple verront d'un bon oeil les chances d'avancement qui s'ouvriront de ce chef pour les jeunes gens bien doués, de même que le profit général que le pays tout entier en devra retirer. L'économie est encore à l'ordre du jour, mais il est des cas où elle peut cesser d'être bien inspirée.

**Ernest BILODEAU.**